

1. Identification du ou des organisateurs

Identification de l'organisateur 1

Nom : WALLET Prénom: Frederic Titre: Ingénieur
Université: INRA, Université Paris Saclay Laboratoire : UMR Sadapt
Ville : Paris Pays: France E-mail : [wallet\(at\)agroparistech.fr](mailto:wallet(at)agroparistech.fr)

Nom : KEBIR Prénom: Leila Titre: Enseignant-chercheur
Université: EIVP, Université Paris Est Laboratoire : Lab'Urba
Ville : Paris Pays: France E-mail : [leila.kebir\(at\)eivp-paris.fr](mailto:leila.kebir(at)eivp-paris.fr)

2. Titre de la session spéciale

Biens communs et territoires II : vers de nouveaux modèles de gouvernance ?

3. Mots clés (4 max)

Biens communs, développement territorial, communs territoriaux, gouvernance

4. Appel à communication (450 mots max)

La notion de biens communs n'est pas nouvelle et fait l'objet d'une littérature abondante dans le domaine des sciences sociales et du droit. Convoquée aujourd'hui de manière explicite dans le développement des territoires, elle qualifie désormais aussi une multitude d'objets urbains et territoriaux (espaces publics, jardins partagés, tiers-lieux, habitat participatif, centrales de production électrique décentralisées, etc.) et interroge la manière dont se conçoit le développement et ses dynamiques. Émergeant dans un contexte de transition écologique et de crise économique structurelle, cette notion plurielle (« biens communs », « communs », « commons », etc.) semble témoigner d'une évolution de notre société vers des modes de valorisation et de gestion des ressources territoriales plus collectives, plus participatives, dans lesquels sont impliquées les parties prenantes et en particulier les usagers. Elle semble également cristalliser une aspiration vers un développement plus localisé, inclusif, durable et équitable articulant de manière intégrée des dimensions clairement économiques et de compétitivité (création de connaissances, de ressources productives, etc.), et des dimensions sociétales et hors cadre strictement économiques (amélioration du bien-être et de la qualité de vie), ou encore les communs sociaux davantage ancrés dans le champ de l'ESS. Aussi fait-elle écho aux problématiques actuelles de résilience, d'économie circulaire, d'innovation, etc. Sans pour autant ignorer les tensions et les dimensions conflictuelles qu'il porte. Se posent alors plusieurs questions :

- « Biens communs », « communs », « commons » : ces concepts sont aujourd'hui mobilisés de manière tantôt opposée tantôt complémentaire. Quels en sont leurs contours et leurs contenus ? Quelle lecture peut-on faire de leurs liens au territoire ?
- Comment ces biens communs mobilisent-ils le territoire, ses objets-ressources, ses acteurs et ses proximités ?

- Quelles implications ont-ils en termes de relations entre acteurs et de gouvernance ? En particulier en termes d'équité (risques de phénomènes d'exclusion et de passagers clandestins), de gestion à long terme des objets-ressources concernés (gestion des externalités négatives, des rivalités) et des conflits potentiels associés ?
- Quelles méthodes de recherche mettre en œuvre pour rendre compte, analyser et estimer les effets de ces nouveaux communs sur les dynamiques territoriales ? Comment ces phénomènes interrogent-ils le développement territorial. Permettent-ils de traiter de nouveaux enjeux du développement des territoires ? Ou d'en revisiter d'anciens ? En quoi contribuent-ils à renouveler les modèles, méthodes et approches en la matière ?

Cette session spéciale est ouverte à des articles de toutes les disciplines de la science régionale, qu'ils soient de réflexion théoriques et/ou qu'ils présentent des résultats empiriques.